

Témoignage

Le financement du terrorisme et ses répercussions sur le Canada

Yaya J. Fanusie
Directeur de l'analyse
Center on Sanctions and Illicit Finance
de la
Foundation for Defense of Democracies
Centre sur les sanctions et le financement illicite
de la Fondation pour la défense des démocraties

**Témoignage donné au
Sous-comité des droits internationaux de la personne
du ministère des Affaires étrangères**

Ottawa, Canada
Le mardi 5 mai 2015

FDDD – Foundation for Defense of Democracies
1726, rue M nord-ouest – Bureau 700 – Washington, DC – États-Unis 20036

Monsieur le président, Madame et Messieurs les membres du Sous-comité, merci de me donner l'occasion de comparaître devant vous aujourd'hui pour discuter du financement du terrorisme.

Il ne faut pas beaucoup de capitaux pour se livrer à des activités terroristes. Al-Qaïda, dans la péninsule d'Arabie, s'est déjà vantée du fait que son complot raté de bombardement d'un avion au-dessus de l'Amérique du Nord, en 2010, ne lui avait coûté que 4 200 dollars¹. De tels montants ne trahissent pas, cependant, les coûts généraux de fonctionnement². Ces frais englobent les repas quotidiens, les vêtements, le matériel de communication et l'accès Internet, le logement, les salaires, le transport terrestre, l'instruction de base, les maisons de passeurs... jusqu'aux pots-de-vin. Ces déboursés font partie des « frais fixes » que doivent régler les organisations terroristes.

Nous avons dégagé quatre grands types dont nous savons que les groupes terroristes y recourent pour régler ces frais : le contrôle de territoires et de frontières, la participation aux activités criminelles et à la contrebande, l'obtention de contributions de donateurs privés fortunés et le parrainage d'États.

Je me propose de vous donner des exemples que nous avons observés ces dernières années et, pour chaque méthode, de faire ressortir les vulnérabilités de chacun de ces types qui constituent pour nos gouvernements, en Amérique du Nord, des possibilités de perturber et de miner la capacité des terroristes de se financer.

Terroristes qui tirent parti du contrôle de territoires, de frontières et de ports

Les groupes terroristes d'Afrique et du Moyen-Orient usent de leur influence militaire dans les régions où ils sont actifs pour prélever des taxes et des péages et pour contrôler le commerce à leur avantage.

Comme vous le savez, le groupe terroriste État islamique (EI) s'efforce de recruter des Canadiens, comme John Maguire³, qui a fréquenté l'Université d'Ottawa et a quitté le Canada pour se rendre en Syrie vers la fin de 2012 dans le but de se joindre au groupe EI⁴. Celui-ci amasse de un à deux millions de dollars par jour⁵ grâce à la vente de presque

¹ JOSCELIN, Thomas. « AQAP releases a 'special issue' of Inspire Magazine », *The Long War Journal*, 23 novembre 2010; accessible à l'adresse http://www.longwarjournal.org/archives/2010/11/aqap_releases_a_spec.php (en anglais seulement).

² COHEN, David. « Confronting New Threats in Terrorist Financing », commentaires du sous-secrétaire au Terrorisme et au Renseignement d'ordre financier David Cohen devant le Center for a New American Security, 4 mars 2014; accessible à l'adresse <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/jl2308.aspx> (en anglais seulement).

³ CTV NEWS. « Canadian killed fighting for ISIS in Syria: report », Canada, 14 janvier 2015; accessible à l'adresse <http://www.ctvnews.ca/world/canadian-killed-fighting-for-isis-in-syria-report-1.2189105> (en anglais seulement).

⁴ CAMPION-SMITH, Bruce et Michelle SHEPHARD. « RCMP charge John Maguire and two others in terror investigation », *The Star*, Canada, 3 février 2014; accessible à l'adresse <http://www.thestar.com/news/canada/2015/02/03/rcmp-to-announce-terrorism-arrest-and-charges-at-3-pm.html> (en anglais seulement).

⁵ FANTZ, Ashley. « How ISIS makes (and takes) money », CNN, 19 février 2015; accessible à l'adresse <http://www.cnn.com/2015/02/19/world/how-isis-makes-money/> (en anglais seulement).

50 000 barils de pétrole provenant de raffineries qu'il contrôle en Syrie et en Iraq⁶. Il prélève également des taxes sur la vente de marchandises dans les territoires qu'il contrôle⁷ en plus de forcer les entreprises locales à lui verser des frais pour l'électricité ou pour la sécurité générale⁸.

Le groupe Boko Haram, pour sa part, contrôle le Nord-Est du Nigeria et des parties du Tchad, du Cameroun et du Niger où y exerce une lourde présence et a recouru à sa force militaire pour taxer la pêche dans la région⁹. La présence du groupe dans cette région s'est directement répercutée sur les forces armées canadiennes : en février 2015, par exemple, des affrontements entre Boko Haram et les forces gouvernementales nigériennes ont obligé des troupes multinationales, dont les forces spéciales canadiennes, à changer d'emplacement pendant un exercice d'entraînement au contre-terrorisme¹⁰.

Les attaques du groupe terroriste al-Shabbaab en Afrique de l'Est ont entraîné la mort de Canadiens¹¹, comme lors de l'attaque du centre commercial Westgate. À l'instar du groupe EI, al-Shabbaab a recruté des Canadiens qui se sont joints à lui à titre de combattants étrangers. Ce groupe prélève des taxes sur le commerce dans les régions qu'il domine en Somalie, bien qu'il n'ait pas contrôlé le port très fréquenté de Kismaayo depuis son retrait de la ville, en 2012. Il continue cependant de taxer le charbon et d'autres produits¹² qui doivent entrer au port et en sortir. Bien que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ait banni les exportations de charbon¹³ de Somalie, l'ONU estime qu'al-Shabbaab recueille encore de 75 à 100 millions de dollars par année par la seule vente du charbon¹⁴.

⁶ SHELLEY, Louise. « Blood Money – How ISIS Makes Bank », *Foreign Affairs*, 30 novembre 2014; accessible à l'adresse <https://www.foreignaffairs.com/articles/iraq/2014-11-30/blood-money> (en anglais seulement).

⁷ AL-AZM, Amr, Salam AL-KUNTAR et Brian I. DANIELS. « ISIS' Antiquity Sideline », *The New York Times*, 2 septembre 2014; accessible à l'adresse <http://www.nytimes.com/2014/09/03/opinion/isis-antiquities-sideline.html? r=0> (en anglais seulement).

⁸ Même source qu'à la note 5.

⁹ O'GRADY, Siobhan. « Boko Haram Turns Robin Hood's Strategy on Its Head », *Foreign Policy*, 5 mars 2015; accessible à l'adresse <http://foreignpolicy.com/2015/03/05/boko-haram-turns-robin-hoods-strategy-on-its-head-nigeria-niger/> (en anglais seulement).

¹⁰ CHASE, Steven. « Canadian soldiers ordered to leave region threatened by Boko Haram », 23 septembre 2014, p. 25-27; accessible à l'adresse <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/canadian-soldiers-ordered-to-leave-region-threatened-by-boko-haram/article23193519/> (en anglais seulement).

¹¹ SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA. *Rapport public de 2014 sur la menace terroriste au Canada*, 23 septembre 2014, p. 25-27, accessible à l'adresse <https://www.publicsafety.gc.ca/cnt/rsrscs/pblctns/2014-pblc-rpr-trrrst-thrt/2014-pblc-rpr-trrrst-thrt-fra.pdf>.

¹² KEATINGE, Tom. « The Role of Finance in Defeating Al-Shabaab », The Royal United Services Institute for Defense and Security Studies, décembre 2014; accessible à l'adresse (https://www.rusi.org/downloads/assets/201412_WHR_2-14_Keatinge_Web.pdf) (en anglais seulement).

¹³ CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU. « Résolution 2036 (2012) », 22 février 2012, accessible à l'adresse http://www.operationspaix.net/DATA/DOCUMENT/6832~v~Resolution_2036_2012_sur_la_situation_en_Somali_e_S_RES_2036_.pdf.

¹⁴ « Study: Charcoal production by al-Shabaab increases in survey area », *Phys. org*, 10 février 2015; accessible à l'adresse <http://phys.org/news/2015-02-charcoal-production-al-shabaab-survey-area.html> (en anglais seulement).

Possibilité

Le contrôle de territoires par des extrémistes violents a des répercussions négatives sur les entrepreneurs locaux assujettis aux ponctions excessives de ces groupes et à l'intimidation qu'ils exercent. Ces entrepreneurs peuvent devenir des alliés potentiels dans la lutte à l'influence terroriste.

Les terroristes s'en remettent à la criminalité et à la contrebande pour soutenir leurs opérations

Comme les groupes terroristes sont souvent coupés des marchés commerciaux légitimes, il se mêlent à la criminalité et au commerce illicite pour financer leurs frais de fonctionnement.

L'enlèvement perpétré dans le but d'obtenir une rançon, par exemple, est la principale méthode de financement du terrorisme après le parrainage par l'État¹⁵. Depuis 2008, le groupe al-Qaïda du Maghreb islamique (AQMI) a touché plus de 90 millions de dollars de différents gouvernements pour la libération d'otages qu'il avait enlevés¹⁶. De fait, al-Qaïda et ses groupes affiliés ont touché plus de 125 millions de dollars en versement de rançons depuis 2008.

Les conflits djihadistes en Syrie et en Iraq ont ouvert les vannes du commerce illégal des objets antiques. Après les ventes de pétrole, le commerce des antiquités représente la seconde source de financement du groupe EI¹⁷. Celui-ci a tiré parti des vastes territoires qu'il contrôle en Syrie et en Iraq pour se livrer à la vente d'objets parfois vieux de milliers d'années. Il ne procède pas forcément lui-même au pillage, permettant plutôt aux gens de l'endroit de fouiller pour trouver de tels objets en échange de l'imposition d'une taxe sur les profits¹⁸. Cette pratique motive systématiquement le pillage culturel.

Il n'est pas aisé de calculer les sommes exactes que le groupe EI tire du commerce des antiquités, mais le *Guardian*, citant une source du monde du renseignement, estime qu'il a accumulé 36 millions de dollars par la vente d'artefacts d'une seule région de Syrie¹⁹.

Boko Haram, qui amasse d'importantes richesses en volant des banques²⁰ et en subtilisant de l'équipement et des véhicules²¹ militaires nigériens, se maintient également en

¹⁵ Même source qu'à la note 2.

¹⁶ CALLIMACHI, Rukmini. « Paying Ransoms, Europe Bankrolls Qaeda Terror », *The New York Times*, 29 juillet 2014; accessible à l'adresse <http://www.nytimes.com/2014/07/30/world/africa/ransoming-citizens-europe-becomes-al-qaedas-patron.html? r=2> (en anglais seulement).

¹⁷ MAVIN, Duncan. « Calculating the Revenue From Antiquities to Islamic State », *The Wall Street Journal*, 11 février 2015; accessible à l'adresse <http://www.wsj.com/articles/calculating-the-revenue-from-antiquities-to-islamic-state-1423657578> (en anglais seulement).

¹⁸ Même source qu'à la note 7.

¹⁹ CHULOV, Martin. « How an arrest in Iraq revealed ISIS's \$2bn jihadist network », *The Guardian*, Royaume-Uni, 15 juin 2014; accessible à l'adresse <http://www.theguardian.com/world/2014/jun/15/iraq-isis-arrest-jihadists-wealth-power> (en anglais seulement).

puissance en menaçant de pauvres agriculteurs pour leur voler bétail et nourriture – et en enlevant des membres de leur famille²².

Le commerce illégal mondial des espèces en péril génère de sept à dix milliards de dollars de recettes²³ et les terroristes installés dans des zones voisines d'espèces sauvages protégées et en péril tirent profit de ce marché.

À titre d'exemple, al-Shabbaab s'est servi des profits tirés du commerce illégal de l'ivoire pour financer des attaques terroristes au Kenya. Une enquête menée en 2012 par un groupe sans but lucratif a démontré qu'al-Shabbaab gagnait, à un certain moment, de 200 000 à 600 000 dollars par mois grâce au commerce de défenses d'ivoire²⁴.

En République démocratique du Congo, l'Armée de résistance du Seigneur se livre au braconnage des éléphants pour financer ses actions violentes dans toute l'Afrique centrale²⁵.

Possibilités

Le crime et l'extorsion font, pour ceux qui les pratiquent, des ennemies des populations locales exploitées, et celles-ci, du coup, deviennent des alliées potentielles dans la lutte aux extrémistes.

En ce qui a trait à la prise d'otages, il apparaît de plus en plus clairement que les groupes terroristes choisissent leurs cibles selon que les gouvernements nationaux versent ou non les rançons réclamées. Un représentant officiel du Trésor américain a observé qu'al-Qaïda semblait avoir abandonné, ces dernières années, l'enlèvement d'Américains parce que le gouvernement américain ne paie pas pour obtenir la libération d'otages²⁶. Cela peut être de bon augure pour le gouvernement canadien, qui a une position comparable en matière de négociations avec les terroristes.

²⁰ MURDOCK, Heather. « Analysts: Nigeria's Boko Haram Funding Vast, Varied », *Voice of America*, 20 mars 2014; accessible à l'adresse <http://www.voanews.com/content/analysts-nigerias-boko-haram-funding-vast-varied/1875921.html> (en anglais seulement).

²¹ ABUBAKAR, Aminu. « Boko Haram Mount Dynamic Raid, Rob Bank, In Looting Spree », AFP, 5 novembre 2014; accessible à l'adresse <http://www.businessinsider.com/afp-boko-haram-mount-dynamite-raid-rob-bank-in-looting-spree-2014-11> (en anglais seulement).

²² Même source qu'à la note 9.

²³ POE, Ted. « How poaching fuels terrorism funding », CNN, 22 octobre 2014; accessible à l'adresse <http://www.cnn.com/2014/10/22/opinion/poe-poaching-terrorism-funding/> (en anglais seulement).

²⁴ KALRON, Nir. « Africa's White Gold of Jihad: al-Shabaab and Conflict Ivory », *Elephant Action League*, consulté le 1^{er} mai 2015 à l'adresse <http://elephantleague.org/project/africas-white-gold-of-jihad-al-shabaab-and-conflict-ivory/> (en anglais seulement).

²⁵ JONES, Peter. « Elephant poaching on rise in Lord's Resistance Army stronghold », Reuters, 14 mai 2014; accessible à l'adresse <http://www.reuters.com/article/2014/05/14/us-congodemocratic-poaching-kony-idUSKBN0DU1AR20140514> (en anglais seulement).

²⁶ Même source qu'à la note 16.

Le souci mondial des espèces en péril peut être mis à profit pour proposer des mesures économiques plus musclées contre les trafiquants de ces espèces. Juan Zarate et Gretchen Peters, tous deux membres du conseil du Centre des sanctions et des finances illicites (traduction) de la Fondation pour la défense des démocraties (traduction), ont récemment rédigé une lettre d'opinion dans laquelle ils exigeaient des « sanctions de la Terre » visant les biens des trafiquants, des expéditeurs et des sociétés prête-nom qui facilitent ce commerce²⁷.

Financement de groupes terroristes par des donateurs fortunés

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, les représentants officiels canadiens et américains ont frappé un grand coup contre le financement du terrorisme en réprimant le recours aux organismes internationaux de bienfaisance dans ce but. Il demeure qu'une somme considérable de financement, particulièrement dans les États du Golfe persique, continue d'échapper à la supervision financière. L'obtention de fonds pour le terrorisme dans la région du Golfe constitue une cible particulièrement difficile car plusieurs des régimes qui collaborent avec nos gouvernements dans certaines zones militaires et diplomatiques n'empêchent pas pour autant les financiers du terrorisme de faire leurs affaires sans trop s'inquiéter. En fait, le Trésor américain a qualifié le Qatar et le Koweït de compétences permissives au chapitre du financement du terrorisme²⁸.

À un certain moment de la deuxième guerre du Golfe persique, par exemple, un ressortissant qatarien nommé Abdulrahman al-Nuaymi a supervisé le virement de deux millions de dollars par mois à al-Qaïda en Iraq. En 2013, le Trésor américain l'a désigné comme responsable de la circulation de fonds entre des donateurs qatariens et des dirigeants d'al-Qaïda non seulement en Iraq, mais également en Syrie et au Yémen, et à des dirigeants d'al-Shabbaab en Somalie²⁹. Sa désignation, toutefois, n'a pas constitué pour les autorités qatariennes une incitation à agir; selon toute apparence, il vit librement à Doha³⁰.

Divers combattants djihadistes en Syrie touchent des fonds du Koweït par l'entremise de collecteurs de fonds qui recueillent de l'argent à des fins apparemment humanitaires, mais le versent en fait à des groupes militaires³¹.

²⁷ PETERS, Gretchen et Juan ZARATE. « How financial power can be used to save iconic species from extinction », *Business Insider*, 22 avril 2015; accessible à l'adresse <http://www.businessinsider.com/how-earth-sanctions-can-save-iconic-species-from-extinction-and-make-the-world-safer-2015-4> (en anglais seulement).

²⁸ MAULDIN, William. « U.S. Calls Qatar, Kuwait Lax Over Terror Financing », *The Wall Street Journal*, 23 octobre 2014; accessible à l'adresse <http://www.wsj.com/articles/u-s-calls-qatar-kuwait-lax-over-terror-financing-1414108799> (en anglais seulement).

²⁹ DÉPARTEMENT AMÉRICAIN DU TRÉSOR. Communiqué de presse « Treasury Designates al-Qa'ida Supporters in Qatar and Yemen », 18 décembre 2013; accessible à l'adresse <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/jl2249.aspx> (en anglais seulement).

³⁰ MENDICK, Robert. « Terror financiers are living freely in Qatar, US discloses », *The Telegraph*, Royaume-Uni, 16 novembre 2014, accessible à l'adresse <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/islamic-state/11233407/Terror-financiers-are-living-freely-in-Qatar-US-discloses.html> (en anglais seulement).

³¹ Même source qu'à la note 2.

Les collecteurs de fonds, au Qatar et au Koweït, utilisent adroitement les médias sociaux pour se mettre en rapport avec des donateurs d'autres pays qui veulent contribuer en contournant les contraintes établies par leur gouvernement, dont plusieurs ont banni les campagnes de bienfaisance non autorisées au profit de la Syrie.

Possibilité

La dépendance des États du Golfe envers le soutien militaire de l'Amérique du Nord constitue un levier dont peuvent se servir le Canada et les États-Unis pour soumettre à des pressions les régimes afin qu'ils arrêtent les financiers du terrorisme et saisissent leurs biens.

Maintenant que de plus en plus de collecteurs de fonds se servent des médias sociaux pour joindre des donateurs afin de financer les causes terroristes, Ottawa et Washington peuvent surveiller les entremetteurs clés et informer les décideurs de forums sur les médias sociaux comme Facebook et Twitter de cas où leurs plateformes sont utilisées pour des activités illégales.

Parrainage étatique du terrorisme mondial

Le financement du terrorisme par les États pose des difficultés très particulières à nos démocraties car les bailleurs de fonds ont habituellement accès à de vastes de ressources pour soutenir les coûts de fonctionnement de grandes organisations très avancées. Les gouvernements qui facilitent le terrorisme sont en mesure de fournir de l'entraînement, des armes et de l'équipement sous la protection entière de frontières souveraines, ce qui complique les activités de perturbation.

L'Iran est le plus actif des États parrains du terrorisme³². Son Corps des gardiens de la révolution islamique et la section extérieure de celui-ci, la force al-Qods, facilitent les actions violentes dans le monde entier³³. Téhéran verse chaque année des millions de dollars à des organisations terroristes comme le Hezbollah et le Hamas.

En dépit de différences idéologiques et sectaires très marquées entre les dirigeants iraniens et al-Qaïda, Téhéran a accueilli et protégé des haut gradés d'al-Qaïda au cours de la dernière décennie et le Trésor américain a désigné plusieurs dirigeants d'al-Qaïda actifs en Iran³⁴. Ces dirigeants d'al-Qaïda ont utilisé le territoire iranien pour faire passer des fonds et des recrues entre des zones moyen-orientales en conflit et le Pakistan³⁵. Il vaut la peine de souligner que deux hommes reconnus coupables, dernièrement, de complot pour faire

³² Même source qu'à la note 2.

³³ DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN. « Country Reports on Terrorism 2013 », avril 2014; accessible à l'adresse <http://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2013/> (en anglais seulement).

³⁴ ROGGIO, Bill. « Canadian terror plot linked to Al Qaeda in Iran », *The Long War Journal*, 23 avril 2013; accessible à l'adresse http://www.longwarjournal.org/archives/2013/04/canadian_terror_plot.php (uniquement en anglais).

³⁵ DÉPARTEMENT DU TRÉSOR AMÉRICAIN. Communiqué de presse « Treasury Targets Key al-Qa'ida Funding and Support Network Using Iran as a Critical Transit Point », 28 juillet 2011; accessible à l'adresse <http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg1261.aspx> (en anglais seulement).

sauter un train reliant New York à Toronto en 2013 avaient été orientés par des membres d'al-Qaïda en Iran, selon les enquêteurs³⁶.

Possibilité

La décision prise par un tribunal canadien, en 2014, de saisir 7,1 millions de dollars d'actifs iraniens au Canada a marqué une étape clé pour les familles de victimes du terrorisme iranien³⁷. Le tribunal a indiqué que les actifs que possède l'Iran au Canada sont souvent canalisés au moyen de sociétés prête-nom et cette décision devrait servir de précédent à des mesures à venir d'identification des ressources, au sein de compétences canadiennes, qui peuvent être utilisées aux fins du terrorisme parrainé par un État³⁸.

Pour conclure, comme les terroristes utilisent des façons différentes de se financer, il devient plus critique que les autorités contrent entièrement les stratégies qu'ils déploient. Bien que les types de financement du terrorisme mentionnés dans le présent texte démontrent la capacité d'adaptation de nos ennemis, chacune de ces méthodes est assortie de vulnérabilités que le Canada peut exploiter.

Monsieur le président, Madame et Messieurs les membres du Comité, je vous remercie beaucoup de m'avoir consacré un moment et de m'avoir permis de comparaître devant vous aujourd'hui.

³⁶ « Two men convicted of terrorist plot to attack New York-Toronto train », *The Guardian*, Royaume-Uni, 20 mars 2015; accessible à l'adresse <http://www.theguardian.com/world/2015/mar/21/two-men-convicted-of-terrorist-plot-to-attack-new-york-toronto-train> (en anglais seulement).

³⁷ Edward Tracy c. Ministre iranien de l'Information et de la Sécurité, CF-14-10403-00CL (2014 ONSC 1696, 17 mars 2014); accessible à l'adresse <http://www.canlii.org/en/on/onsc/doc/2014/2014onsc1696/2014onsc1696.html> (en anglais seulement).

³⁸ CTV NEWS. « Iran to forfeit \$7M in Canadian assets for 'supporting terrorism' », Canada, 20 mars 2014; accessible à l'adresse <http://www.cbc.ca/news/canada/iran-to-forfeit-7m-in-canadian-assets-for-supporting-terrorism-1.2580632> (en anglais seulement).